



HAL
open science

Le marquage socio-discursif de la race par le genre Les “ roms ”, les Tunisiens, les Ukrainiens et les habitants des banlieues françaises dans les médias

Marion Dalibert

► To cite this version:

Marion Dalibert. Le marquage socio-discursif de la race par le genre Les “ roms ”, les Tunisiens, les Ukrainiens et les habitants des banlieues françaises dans les médias. *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 2014, 4, 10.4000/rfsic.743 . hal-01481036

HAL Id: hal-01481036

<https://hal.univ-lille.fr/hal-01481036>

Submitted on 2 Mar 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le marquage socio-discursif de la race par le genre Les « roms », les Tunisiens, les Ukrainiens et les habitants des banlieues françaises dans les médias

Marion Dalibert



Édition électronique

URL : <http://rfsic.revues.org/743>

DOI : 10.4000/rfsic.743

ISSN : 2263-0856

Éditeur

Société Française de Sciences de
l'Information et de la Communication

Ce document vous est offert par SCD de
l'Université de Lille 3



Référence électronique

Marion Dalibert, « Le marquage socio-discursif de la race par le genre Les « roms », les Tunisiens, les Ukrainiens et les habitants des banlieues françaises dans les médias », *Revue française des sciences de l'information et de la communication* [En ligne], 4 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 02 mars 2017. URL : <http://rfsic.revues.org/743> ; DOI : 10.4000/rfsic.743

Ce document a été généré automatiquement le 2 mars 2017.



Les contenus de la *Revue française des sciences de l'information et de la communication* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.

Le marquage socio-discursif de la race par le genre Les « roms », les Tunisiens, les Ukrainiens et les habitants des banlieues françaises dans les médias

Marion Dalibert

- 1 Les groupes sociaux « marqués »¹ par un ou plusieurs attributs catégoriels (genre, âge, nationalité, classe sociale, profession, religion) font souvent l'objet de représentations médiatiques qui promeuvent des normes identitaires et comportementales². C'est pour cela que, selon Teresa de Lauretis, les médias sont des « technologies de genre »³ : ils contribuent à produire et à faire circuler les représentations normatives du féminin et du masculin, significatives, dès lors, de rapports de pouvoir. Dans cet article, nous proposons l'analyse de différents corpus médiatiques (dans le cadre de recherches passées ou en cours) qui révèlent la manière dont certains individus ou groupes sont non seulement identifiés dans la presse et à la télévision, par leur genre, mais également dont ils sont marqués par la « race »⁴, c'est-à-dire catégorisés et mis en scène en tant que non-blancs⁵. Ils sont alors décrits, par les journalistes et des acteurs sociaux dont le discours est dans ce cas rapporté, comme adoptant des comportements ne répondant pas à l'horizon d'attentes normatives de la société française et qui sont présentés comme étant spécifiques à leur origine (au sein de corpus mentionnant les immigrés ou descendants d'immigrés vivant en France) ou à leur nationalité (dans des corpus faisant référence à des habitants de pays étrangers). Ces groupes sont altérisés⁶ en tant qu'ils sont différenciés du « Nous » national et surtout d'un groupe dont la race n'est jamais signifiée dans les médias d'information généraliste (ou seulement implicitement) : les personnes d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord socialement identifiées comme blanches⁷. À l'intérieur de nos corpus, plusieurs frontières ethnoraciales sont matérialisées par la description du genre au sein des groupes représentés. La communauté française est construite en opposition à des figures repoussoirs de la masculinité ou de la féminité : les

habitant-e-s des banlieues françaises, les Tunisien-ne-s, les Ukrainien-e-s et les minorités dites « roms ».

Interroger la production de l'altérité par le genre : une étude comparative

- 2 Ces figures ethnoracialisées apparaissent à l'intérieur des trois corpus que nous proposons d'analyser, chacun d'entre eux ayant au départ été constitué pour répondre à une problématique spécifique portant sur l'accès à la « sphère publique »⁸ de groupes minoritaires⁹. Tous présentent un ou plusieurs groupes aux origines différentes, vivant sur le territoire national ou à l'étranger. Le premier s'intéresse à la médiatisation de Ni putes ni soumises (NPNS) et comprend l'ensemble des sujets de journaux télévisés (JT) de TF1, France 2 et France 3 et des articles parus sur le collectif dans *le Figaro*, *le Monde* et *Libération*, de janvier 2002 à décembre 2010, soit 108 sujets et 203 articles. NPNS est un mouvement social né en janvier 2002 pour dénoncer les violences de genre dans les quartiers populaires de la périphérie des grandes villes. Pour en rendre compte, les journalistes de la télévision et de la presse mettent en scène des Français racialisés¹⁰ : les habitants des banlieues. Le second corpus fait état de la construction du « problème public »¹¹ rom dans la presse quotidienne nationale dite « de référence » (*le Figaro*, *le Monde* et *Libération*) de janvier 2008 à décembre 2012. Au sein de ces 650 articles, les roms, minorités bulgares et roumaines parfois désignées par le terme « Tsiganes », font l'objet de nombreux discours : leur présence en France et sa gestion gouvernementale sont régulièrement débattues entre politiques, responsables associatifs, experts et journalistes. Le troisième (et dernier) corpus est constitué de la totalité des articles parus sur les Femen¹² entre octobre 2009 et juillet 2013 dans la presse quotidienne nationale généraliste et spécialisée (*le Figaro*, *le Monde*, *Libération*, *la Croix*, *l'Humanité*, *les Echos*, *la Tribune*, *l'Express*, *le Nouvel observateur*, *le Point*, *Marianne*, *le Parisien-Aujourd'hui en France*, *les Inrockuptibles* et *Paris Match*), soit 189 articles. Femen est un collectif féministe reconnaissable par ses actions¹³ qui s'est constitué en Ukraine en 2008 et qui s'est territorialisé en France en août 2012. Deux groupes apparaissent comme particulièrement sujets à une ethnoracialisation au fil de la médiatisation du mouvement : les Ukrainiens et les Tunisiens.
- 3 En analysant plusieurs terrains de recherche et en comparant les résultats, la production médiatique de l'altérité peut être interrogée au-delà du clivage entre les pays du Nord et les Pays du Sud¹⁴, attendu qu'elle est élargie aux représentations des Européens, plutôt identifiés, dans les imaginaires, en tant que blancs. Les Ukrainiens sont-ils ethnoracialisés dans les médias ? Si oui, ce marquage ethnoracial est-il comparable à celui des Tunisiens ? Les groupes appartenant juridiquement à un « Nous européen » — comme les roms qui sont originaires de deux pays membres de l'Union Européenne — sont-ils marqués par la race et altérisés ? Les minorités construites, dans la presse ou à la télévision, comme étant musulmanes font-elles l'objet des mêmes discours définitoires selon qu'elles vivent en France ou à l'étranger ?
- 4 D'un point de vue méthodologique, nous avons adopté une approche intersectionnelle¹⁵ pour étudier, sur la base de données quantitatives et dans une perspective constructiviste d'analyse de discours, l'identité socio-discursive¹⁶ de chaque groupe représenté à l'intérieur des corpus. Nous avons ainsi souhaité interroger l'articulation des différents

attributs catégoriels (genre, nationalité, lieu d'habitation, sexualité, classe sociale, âge, religion) signifiés au sein du discours d'information — et notamment leur rôle dans le marquage socio-discursif de la race. Dans un premier temps, nous avons collecté, comptabilisé et trié la totalité des syntagmes à valeur désignative et des périphrases définitoires utilisés pour désigner et définir les groupes mis en scène en fonction de l'imbrication d'attributs catégoriels¹⁷ constituant un « stigmaté »¹⁸. Ainsi, après avoir effectué la liste des termes utilisés, nous les avons classés dans des tableaux en fonction de la marque du genre, de la race, de l'âge ou encore de la religion. Ces données quantitatives nous ont permis d'identifier et définir précisément les groupes minoritaires mis en scène, de mesurer précisément le différentiel de visibilité qui leur est accordé ainsi que leur évolution dans le récit médiatique. Cette analyse a par exemple mis en évidence que six groupes marqués par la race sont visibles dans la médiatisation de NPNS, chacun étant caractérisé par un genre, un âge, une nationalité et une pratique religieuse différente. Ces attributs structurent le rôle que chaque groupe — dès lors constitué en « stéréotype »¹⁹ et possédant une identité socio-discursive particulière — a dans le récit (i. e. victime, coupable, complice).

- 5 L'analyse quantitative — puis qualitative — des groupes caractérisés dans les corpus a mis en évidence que le système de représentations du genre est imbriqué avec celui de race. Les groupes sont catégorisés en tant que non-blancs par la description de leur performance de genre²⁰. Les hommes sont définis par une masculinité socialement disqualifiée, présentée comme exacerbée ou défaillante. Les femmes sont quant à elles décrites comme victimes de sexisme et comme ne répondant pas aux normes de genre de la société française : elles sont figurées comme étant contraintes à la prostitution ou comme étant opprimées par un ordre familial patriarcal. Une récurrence en termes de représentations apparaît alors à l'intérieur de ces corpus indépendants les uns des autres, comme pour tous les journaux de presse et JT qui les composent : c'est par la description de comportements et de rôles genrés que les groupes représentés sont ethnoracialisés.

Les habitant-e-s des banlieues genré-e-s et racialisé-e-s dans la médiatisation de Ni putes ni soumises

- 6 La couverture médiatique de NPNS fait apparaître trois stéréotypes marqués par la race et le genre féminin : la « jeune fille des banlieues », la « mère immigrée » et la « jeune fille voilée ». Ces stéréotypes sont mis en scène pour illustrer et authentifier la cause des violences de genre dans les quartiers populaires des villes de banlieue²¹. Quoique dotés d'une caractéristique d'âge, d'une nationalité et d'une pratique religieuse différente, ils construisent tous l'image d'une déféminisation des femmes et de leur assujettissement aux hommes de l'entourage. Les femmes ethnoracialisées rendues visibles par la médiatisation du mouvement sont ainsi représentées comme soumises à trois figures masculines non-blanches — le « jeune garçon des banlieues », le « père immigré » et l'« islamiste » — caractérisées quant à elles par leur agressivité et leur virilisme²².
- 7 Ces caractéristiques genrées des habitants de la banlieue sont par ailleurs reliées dans le discours journalistique à la pratique de l'islam. La religion musulmane sert ici fortement un processus d'altérisation des personnes vivant dans les quartiers populaires à la périphérie des grandes villes, à l'image de l'identité socio-discursive du stéréotype symbolisant la victime des violences sexistes, la « jeune fille des banlieues ». Celle-ci —

marquée par la race (origine maghrébine), la nationalité (française), le genre (féminin), la sexualité (hétérosexualité), l'âge (jeune, voire très jeune), la zone d'habitation (banlieue), la classe sociale (banlieue) et la religion (famille musulmane) — est présentée comme paralysée dans son processus d'émancipation par ses parents qui l'obligent à rester enfermée dans l'appartement familial et contrainte à préserver sa virginité jusqu'à son mariage, au « bled », avec un homme qu'elle ne connaît pas, suivant les préceptes de l'islam. *Le Monde* met par exemple en avant le discours rapporté d'une responsable associative racontant que « si la fille n'est pas "sérieuse", les conséquences peuvent être dramatiques. "Retrait du système scolaire, interdiction de sorties, de toute fréquentation masculine, de certaines fréquentations féminines, préservation obligatoire de la virginité jusqu'au mariage, retour obligé au pays, recrudescence des mariages forcés..." »²³. En outre, la misogynie du « jeune garçon de banlieue », désigné comme le coupable principal des violences sexistes, est présentée (par les journalistes et par d'autres acteurs sociaux) comme une conséquence de sa pratique religieuse. Ceci apparaît particulièrement dans les propos rapportés de la présidente de NPNS de 2002 à 2007, Fadela Amara, elle-même bénéficiant d'un accès régulier à la parole publique : « Dans les familles maghrébines, les instruments d'oppression sont plus forts. Les courants fondamentalistes ont eu un effet direct sur les garçons : cela s'est immédiatement traduit par de la violence sur les sœurs, les voisines »²⁴.

- 8 La féminité « déviante »²⁵ de la « jeune fille des banlieues » s'illustre surtout par les descriptions, dans les articles et sujets de JT, de ses interactions avec les garçons de son âge. On la montre ainsi soumise aux adolescents masculins qui l'insultent, l'agressent, la violent, voire l'assassinent lorsqu'elle fait la démonstration d'une certaine autonomie. Adopter les normes de féminité blanche — présentées, dans la médiatisation du mouvement, comme le symbole de l'émancipation féminine — c'est, dans les banlieues, risquer le viol collectif ou la mort. Les agressions (parfois mortelles) subies par des adolescentes ou jeunes femmes — parce qu'elles refusent de se soumettre aux désirs des garçons — font l'objet d'un grand nombre de discours, à l'image de cet extrait du *Figaro* : « Elles [les jeunes filles qui vivent dans les banlieues] sont non seulement surveillées par leurs frères, mais aussi par tous les garçons de la cité. Si leur tenue n'est pas jugée conforme, elles sont vite classées dans la catégorie des "allumeuses". Elles essuient alors insultes et harcèlement sexuel. Cela va jusqu'au viol collectif »²⁶.
- 9 Pour se protéger de la violence des hommes non-blancs, la « jeune fille des banlieues » est dite obligée de transgresser les normes de la féminité blanche : elle doit faire acte de servitude en portant le voile ou des vêtements masculins pour ne pas « provoquer » les adolescents masculins, comme l'explique Amara dans *Libération* : « Des jeunes filles se mettent à porter le voile pour être plus respectées. D'autres adoptent le survêtement, informe et masculin. Elles donnent ainsi des gages publics de soumission »²⁷. Alors que, dans la couverture médiatique de NPNS, la victime des violences sexistes est caractérisée par sa soumission et son manque de « féminité », le stéréotype du « jeune garçon de banlieue » se construit au regard d'une masculinité paroxystique. Sa violence et sa prédation sexuelle sont systématiquement mises en avant, comme dans cet extrait du *Monde* : « Chez les élèves de 4^{ème} et de 3^{ème}, poursuit Corinne Boulmier [infirmière scolaire], se développe l'idée que dans la relation physique, on doit forcer les filles". [...] "Les relations de couple sont très tendues, confirme Annie, infirmière dans un lycée professionnel de Marseille. Avec d'un côté la jeune fille, qui veut rester vierge, de l'autre le garçon, qui veut avoir un rapport sexuel avec pénétration" »²⁸. On remarque que la

représentation du genre est particulièrement hétérosexualisée : le virilisme des hommes s'imbrique parfaitement avec la soumission des femmes.

- 10 Les six identités socio-discursives constituées dans la médiatisation de NPNS opposent par conséquent les personnes vivant dans les banlieues françaises des autres nationaux. Elles conduisent également à territorialiser en France le problème des rapports asymétriques de genre : le sexisme est associé aux habitants d'une zone géographique constituée, dans les médias, comme étant « à part » et distincte du reste du territoire²⁹.

Des Tunisien-ne-s intrinsèquement sexistes ? « L'affaire Amina » dans la couverture médiatique de Femen

- 11 Les discours définitoires dont font l'objet les habitant-e-s des banlieues françaises dans la médiatisation de NPNS sont très proches de ceux portés sur les Tunisien-e-s à l'intérieur de la couverture presse des Femen. Ces groupes sont caractérisés par une féminité ou une masculinité socialement disqualifiées et les relations de genre, décrites par les journalistes comme étant profondément inégalitaires, sont reliées à la pratique de l'islam.
- 12 Le cadrage des articles sur les Femen se territorialise en Tunisie à partir d'avril 2013, suite à la publication, sur la page Facebook de « Femen Tunisie », d'une photo de la militante Amina Sboui – présentée dans la presse comme la première Femen de Tunisie – la poitrine dénudée sur laquelle était peint le slogan « Mon corps m'appartient, il n'est l'honneur de personne ». Pendant quatre mois, la médiatisation des Femen reste centrée sur ce qui deviendra « l'affaire Amina » et donne lieu à de nombreuses descriptions de la Tunisie et de ses habitants.
- 13 La presse française présente ainsi ce pays du Maghreb (où l'islam est la religion majoritaire) comme foncièrement sexiste et opposé à l'émancipation des femmes, en faisant le récit, dans un premier temps, du comportement violent de la famille d'Amina Sboui perpétré en réponse à son action, alors qualifiée de féministe. Sboui est dite avoir été kidnappée et frappée par son cousin, puis retenue prisonnière et maltraitée par ses parents qui, pour l'empêcher d'agir, l'aurait droguée et inondée de paroles religieuses, comme le formule un journaliste de *Paris Match* : « Sa famille l'aurait forcée à lire le Coran et à aller voir des Imams. Elle lui aurait donné d'importantes doses de médicaments, qui la faisaient dormir, à tel point que la jeune fille dit ne pas se souvenir de tout. Elle affirme également avoir été torturée »³⁰.
- 14 Dans un second temps, c'est l'ensemble de la société tunisienne qui est décrite comme condamnant unanimement Amina Sboui, celle-ci se voyant érigée, dans la couverture médiatique de Femen, en figure de la musulmane émancipée. Le 19 mai 2013, Sboui est emprisonnée à Tunis (pour port de bombe lacrymogène) après avoir tagué le nom « Femen » en protestation de la tenue d'un congrès islamiste. Cet emprisonnement donne lieu dans la presse à la mise en scène d'un consensus de la part de Tunisiens, qui, qu'ils soient religieux, laïcs, traditionnels ou libéraux, s'accorderaient sur l'arrestation de la jeune femme en raison d'une culture nationale irriguée par la religion musulmane. Hélé Béji, écrivaine tunisienne, met par exemple en avant, au sein d'une tribune publiée dans *le Monde*, que « même les plus modernes [des Tunisiens], les plus laïques, les plus ouverts ont éprouvé, dans des contorsions, les mêmes peurs que ceux dont ils combattent l'obscurantisme. Désormais, face à la nudité d'Amina, tous les hommes (ou presque),

imberbes ou pas, ont recouvert leur conscience d'une épaisse barbe de vertu »³¹. Les féministes tunisiennes, qui auraient pu dans cette affaire apparaître en tant que soutiens, sont quant à elles décrites par les journalistes comme opposées à l'action féministe de Sboui, à l'image de cet extrait de *Marianne* : « Féministe proclamée [...] l'historienne Raja Bahri [...] est sans états d'âme. "Amina ? Oh, là, là ! Je condamne ! Si c'était ma fille, je condamnerais aussi ! Je suis à la fois traditionnelle et occidentale, vous voyez ? Le décolleté, la minijupe, j'en mets sans problème, dans les soirées... Mais là, Amina, je condamne !" »³².

- 15 Dans la couverture médiatique de Femen, les Tunisiennes apparaissent donc comme à la fois assujetties à une religion qui les oblige à couvrir leur corps, et instrumentalisées par celle-ci en tant qu'elles seraient actrices de leur propre soumission. Elles s'opposent, dans le corpus, aux activistes du mouvement qui personnifient la définition blanche de l'émancipation féminine, attendu qu'elles exposent leur poitrine et que la signification donnée à la liberté des femmes est uniquement reliée à la possibilité de montrer son corps. La Tunisie est ainsi présentée comme un pays ayant fortement régressé au niveau des droits des femmes. Par exemple, un journaliste de *Libération* valorise le discours rapporté du père d'Amina Sboui expliquant qu'il y a plusieurs décennies, il était permis aux femmes de porter des vêtements courts : « "Dans les années soixante-dix, nos institutrices s'habillaient en micro-jupe, jusque dans les campagnes profondes, et personne ne leur disait rien. Aujourd'hui, elles ont peur", constate-t-il »³³.
- 16 Que ce soit en Tunisie ou dans les quartiers populaires de la périphérie des grandes villes françaises, l'islam se voit construit comme le régulateur des comportements masculins et féminins et des rapports asymétriques de genre. Dans la couverture médiatique de NPNS et celle des Femen se constitue une opposition entre des territoires ethnoracialisés par la pratique de la religion musulmane et un Occident à la blancheur (*whiteness*) immaculée : l'Europe de l'Ouest et l'Amérique du Nord y apparaissent comme des zones géographiques respectueuses des minorités et où leurs habitants sont libres et égaux en droit, peu importe leur genre.

Les minorités roms et les Ukrainien-e-s : une représentation genrée différente selon l'âge

- 17 Sur le modèle de l'antagonisme « Occident/territoires musulmans », on peut remarquer qu'une autre frontière ethnoraciale se dessine à l'intérieur du corpus sur les Femen et dans celui sur les roms : l'Europe de l'Ouest face à celle de l'Est. Cette opposition se matérialise dans la représentation du genre, mais contrairement aux individus vivant dans une zone marquée par la pratique de l'islam, l'âge semble ici structurer la description des comportements genrés des groupes originaires d'Europe de l'Est, notamment en ce qui concerne les femmes.
- 18 Lorsque Femen était basé en Ukraine, les habitant-e-s de ce pays étaient sujet-te-s à de nombreuses descriptions d'octobre 2009 à août 2012 dans les articles de presse portant sur le mouvement. Et les discours alors portés nourrissaient une proximité avec ceux qui caractérisent les roms. Ces derniers tendent à représenter les Ukrainiennes et les femmes migrantes venant de Bulgarie et de Roumanie — selon l'âge et leur place dans la famille (filles ou mères) — en femmes tantôt soumises à un ordre familial traditionnel et sexiste (à l'image des Tunisiennes et des femmes habitant en banlieue) tantôt hypersexualisées

et/ou prostituées. L'image des hommes Ukrainiens et roms révèle une même structure ambivalente : quand ils ne sont pas associés à une virilité exagérée, semblablement aux hommes décrits plus haut, ils se voient caractérisés par une masculinité déficiente, incapable de protéger et de subvenir aux besoins de leur famille³⁴.

- 19 Parmi les autres figures présentes dans le corpus d'articles portant sur la place des roms en France, celle des femmes adultes est construite en contradiction avec les idéaux d'émancipation de la société française. Elle s'incarne dans les mères de famille nombreuse, réduites à un statut d'épouse (ces femmes se sont mariées très jeunes) et à un rôle de reproduction, l'ensemble participant à sa désérotisation, comme dans cet article du *Monde* : « Une des filles de Daniela, mariée à un Rom, en est à son cinquième enfant. "Elle veut arrêter, mais lui refuse, car c'est dans la tradition rom d'avoir le plus d'enfants possible" »³⁵. Ce qui est ici mis en scène est alors un assujettissement à l'autorité du mari et d'une communauté au fonctionnement machiste. Une telle construction cantonne ces femmes à des tâches traditionnellement attachées au féminin. À l'intérieur du camp, elles s'occupent des enfants, de la tenue du foyer, du ménage et de la cuisine, comme l'a décrit un journaliste de *Libération* : « À l'intérieur de l'ancien garage, dans des cahutes de carton et de planches bricolées, un semblant de vie s'est organisé. Une femme lave une petite fille dans une cuvette. Une autre arrive de l'extérieur portant un plat brûlant. Une troisième coud »³⁶.
- 20 La couverture médiatique des Femen représente également les mères de famille ukrainiennes selon une même structure familiale traditionnelle et patriarcale. Le destin d'une femme ukrainienne semble être de se marier, s'occuper de leur famille et obéir à un mari violent ou alcoolique — et donc incapable de subvenir aux besoins de son épouse et de ses enfants. Une activiste raconte par exemple (dans *le Nouvel Observateur*) qu'elle « a vu son père frapper sa mère »³⁷ et une autre met en avant (dans *Paris Match*) qu'en Ukraine « les filles se marient à 20 ans et font des enfants »³⁸. L'incompréhension des familles vis-à-vis de l'engagement féministe des activistes vient également souligner le fonctionnement sexiste intrinsèque à la société ukrainienne. Une Femen témoigne dans *Paris Match* qu'« après les premières actions, [s]es parents [l]'ont enfermée à clé à la maison [...]. [S]a mère, vendeuse dans un magasin, voulait [lui] apprendre à cuisiner, à [s]'occuper des enfants »³⁹.
- 21 Au sein des deux corpus mettant en scène des femmes habitant ou venant d'Europe de l'Est, les nullipares, incarnées ici par une féminité juvénile, seraient également soumises à une même oppression dans un système de domination patriarcal. Pourtant, à la différence de leur mère, elles font l'objet d'une hypersexualisation et d'une érotisation, souvent en lien avec l'attribution d'un statut de victimes de réseaux de prostitution. L'Ukraine apparaît dans *le Monde* par exemple, comme un pays où « un seul pas peut conduire [les jeunes femmes] à se prostituer. Il suffit de papoter avec un type qui distribue des flyers incitant des jeunes filles à travailler comme "hôtesse" »⁴⁰. Les jeunes ukrainiennes sont alors mises en scène comme étant contraintes de s'adonner à la prostitution et/ou comme prêtes à tout pour se marier avec un Occidental, et notamment à offrir à ce dernier des services sexuels en échange. *Libération* décrit « l'un de ces couples étranges, sur les terrasses de Kiev ou d'Odessa. Monsieur est en général âgé, madame est jeune, jolie, et baragouine vaguement l'anglais »⁴¹. Les adolescentes roms sont associées à ce même imaginaire de la prostitution forcée, à l'image du *Monde* qui valorise le témoignage d'un adolescent faisant état de sa « sœur qui se prostitue »⁴². Ce discours se voit soutenu par les membres du gouvernement Fillon à l'été 2010, à l'instar de Pierre Lellouche, à l'époque

secrétaire d'État chargé des Affaires Européennes, qui évoque dans *le Figaro* « ces populations, qui n'ont souvent jamais été scolarisées » et qui « sont dans la plupart des cas victimes de véritables réseaux et trafics d'êtres humains, qui prospèrent [...] en livrant des jeunes filles à la prostitution »⁴³.

- 22 Les corpus mettant en scène les Ukrainiens et les minorités dites « roms » montrent que la représentation du genre est mise au service d'une altérisation des groupes originaires du continent européen, qui voient ainsi leur blancheur entachée. Ce processus d'ethnoracialisation figure et réactive l'opposition géopolitique qui existait entre l'Occident et le bloc de l'Est soviétique après la Seconde Guerre mondiale. La construction médiatique d'une deuxième rupture « civilisationnelle » vient ici caractériser, en creux du discours, les habitants des pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique du Nord comme étant profondément modernes, notamment, du point de vue du respect de l'égalité hommes/femmes.

Conclusion

- 23 L'étude des différents corpus médiatiques met à jour un processus d'ethnoracialisation des femmes — les non-blanches vivant dans un territoire « musulman » et les Européennes à la blancheur salie — qui s'articule avec une performance de genre à la marge. Celui-ci repose sur la mobilisation de deux figures négatives associées dans les imaginaires, à la féminité occidentale (dans le champ de la sexualité notamment) : la « mère » et la « putain ». Il associe ainsi ces femmes — déféminisées au sein d'une famille au fonctionnement patriarcal ou sur-érotisées à l'intérieur de réseaux de prostitution — à un emprisonnement dans un système de domination masculine. Parallèlement aux représentations médiatiques des groupes ethnoracialisés, se dessine en creux un stéréotype invisible attendu qu'il est le résultat d'un processus de catégorisation implicite, sorte de *citoyen modèle* possédant des attributs catégoriels socialement neutres⁴⁴. La féminité occidentale se présente alors, par contraste, comme le lieu de l'épanouissement personnel, de l'autonomie financière et de l'émancipation sexuelle. La masculinité viriliste ou déficiente des hommes marqués par la race définit également celle qui caractérise la blancheur. Les hommes occidentaux sont ainsi construits par une masculinité mesurée, certes virile et protectrice (d'un point de vue corporel et financier) vis-à-vis de la famille, mais respectueuse de l'égalité de genre.
- 24 Cette mise en scène racialisante du monde social présente l'Occident comme le territoire de l'égalité entre les hommes et les femmes. Or, la hiérarchie entre les groupes y est (ré)affirmée, à la fois du point de vue de la race et du genre : les non-blancs sont altérisés et, par la représentation systématique de deux genres distincts et complémentaires, l'hétéronormativité n'est jamais questionnée, tout comme les rapports asymétriques de genre à l'œuvre dans la société française.

BIBLIOGRAPHIE

- BECKER Howard S., *Outsiders, Études de sociologie de la déviance*, trad. de Jean-Pierre Briand, Paris, Éd. A.-M. Métailié, 1985, 247 p.
- BERTING Jan, « Identités collectives et images de l'autre : les pièges de la pensée collectiviste », *Hermès*, n° 30, 2001, p. 41-58.
- BOËTSCH Gilles et VILLAIN-GANDOSSI Christiane (sous la dir. de), « Stéréotypes dans les relations Nord-Sud », *Hermès*, n° 30, 2001, 240 p.
- BOYER Henri, « Stéréotype, emblème, mythe. Sémiotisation médiatique et figement représentationnel », *Mots. Les langages du politique*, n° 88, 2008, p. 99-113.
- BOYER Henri et LOCHARD Guy, *Scènes de télévision en banlieues 1950-1994*, Paris, INA/L'Harmattan, 1998, 201 p.
- BREKHUS Wayne, « Une sociologie de l'“invisibilité” : réorienter notre regard », trad. de Olivier Voirol, *Réseaux*, n° 129-130, 2005, p. 243-272.
- BUTLER Judith, *Trouble dans le genre, Pour un féminisme de la subversion*, trad. de Cynthia Kraus, Paris, La Découverte, 2005, 283 p.
- CEFAÏ Daniel, « La construction des problèmes publics. Définition de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, n° 75, 1996, p. 43-66.
- CRENSHAW Kimberlé W., « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », trad. de Oristelle Bonis, *Cahiers du genre*, n° 39, 2005 (1994), p. 51-82.
- DALIBERT Marion et DOYTCHÉVA Milena, « Migrants roms dans l'espace public : (in)visibilités, contraintes », *Migrations-Société*, 2014, (à paraître).
- DALIBERT Marion, « Quand le genre représente la race. Les processus d'ethnoracialisation dans la couverture médiatique de Ni putes ni soumises », dans DAMIAN-GAILLARD Béatrice, MONTAÑOLA Sandy, OLIVESI Aurélie (sous la dir. de), *L'assignation de genre dans les médias. Attentes, Perturbation, Défigements*, Rennes, PUR, 2014, (à paraître).
- DALIBERT Marion, « Authentification et légitimation d'un problème de société par les journalistes : les violences de genre en banlieue dans la médiatisation de Ni putes ni soumises », *Études de communication*, n° 40, 2013, p. 167-180.
- DYER Richard, *White*, Londres, New-York, Routledge, 1997, 256 p.
- FRASER Nancy, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », trad. de Muriel Valenta, *Hermès*, n° 31, 2001, p. 125-156.
- HALL Stuart (sous la dir. de), *Representation. Cultural Representations and Signifying Practices*, London, Thousand Oaks, New Delhi, Sage Publications, 1997, 403 p.
- HALL Stuart, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, éd. établie par Maxime Cervulle, trad. de Christophe Jaquet, Paris, Editions Amsterdam, 2007, 327 p.

HANCOCK Claire, « Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos "Autres" », *Annales de géographie*, n° 660-661, 2008, p. 116-128.

GOFFMAN Erving, *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, trad. de Alain Kihm, Paris, Éditions de Minuit, 1975, 175 p.

GUILLAUMIN Colette, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Paris, La Haye, Mouton, 1972, 255 p.

LAURETIS Teresa de, *Théorie queer et cultures populaires. De Foucault à Cronenberg*, trad. de Marie-Hélène Bourcier, Paris, La Dispute, 2007, 189 p.

MILLS-AFFIF Édouard, *Filmer les immigrés. Les représentations audiovisuelles de l'immigration à la télévision française. 1960-1986*, Bruxelles, De Boeck/INA, 2004, 304 p.

MORTUREUX Marie-Françoise, « Paradigmes désignationnels », *Semen*, n° 8, 1993, p. 117-136.

NOTES

1. Wayne Brekhus, « Une sociologie de l'« invisibilité » : réorienter notre regard », trad. de Olivier Voirol, *Réseaux*, n° 129-130, 2005, p. 243-272.

2. Stuart Hall (dir.), *Representation. Cultural Representations and Signifying Practices*, London, Thousand Oaks, New Delhi, Sage Publications, 1997.

3. Teresa de Lauretis, *Théorie queer et cultures populaires. De Foucault à Cronenberg*, trad. de Marie-Hélène Bourcier, Paris, La Dispute, 2007, p. 75.

4. Nous utilisons la notion de race dans son sens anglo-saxon. La race n'a évidemment pas d'existence biologique, mais certaines caractéristiques physiques (comme la couleur de peau) sont des signifiants, construits socialement comme tels, qui induisent son existence sociale. Pour Stuart Hall, « conceptuellement, la "race" n'est pas une catégorie scientifique. [...] La "race" est une construction politique et sociale. C'est la catégorie discursive, la catégorie d'organisation autour de quoi s'est édifié un système de pouvoir socioéconomique, d'exploitation et d'exclusion – à savoir le racisme ». Stuart Hall, *Identités et cultures. Politiques des Cultural Studies*, éd. établie par Maxime Cervulle, trad. de Christophe Jaquet, Paris, Éditions Amsterdam, 2007, p. 306. Voir également Colette Guillaumin, *L'idéologie raciste. Genèse et langage actuel*, Paris, La Haye, Mouton, 1972.

5. Se référer, entre autres, à Marion Dalibert, « Quand le genre représente la race. Les processus d'ethnoracialisation dans la couverture médiatique de Ni putes ni soumises » dans Béatrice Damian-Gaillard, Sandy Montañola, Aurélie Olivesi (sous la dir. de), *L'assignation de genre dans les médias. Attentes, Perturbation, Défigements*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 43-54 et Marion Dalibert et Milena Doytcheva, « Migrants roms dans l'espace public : (in)visibilités, contraintes », *Migrations-Société*, 2014, (à paraître).

6. Jan Berting, « Identités collectives et images de l'autre : les pièges de la pensée collectiviste », *Hermès*, n° 30, 2001, p. 41-58.

7. Ces personnes ne sont pas considérées, en Occident, comme étant racisées. Voir Richard Dyer, *White*, Londres, New-York, Routledge, 1997.

8. Nancy Fraser, « Repenser la sphère publique : une contribution à la critique de la démocratie telle qu'elle existe réellement », trad. de Muriel Valenta, *Hermès*, n° 31, 2001, p. 125-156.

9. Ces trois corpus sont indépendants les uns vis-à-vis des autres, ils n'ont donc pas été composés exactement par les mêmes médias. Ils sont néanmoins tout à fait comparables, à la fois en termes de méthodologie employée et de diffusion, celle-ci étant quotidienne et nationale.

10. Henri Boyer et Guy Lochard, *Scènes de télévision en banlieues 1950-1994*, Paris, INA/L'Harmattan, 1998 et Claire Hancock, « Décoloniser les représentations : esquisse d'une géographie culturelle de nos "Autres" », *Annales de géographie*, n° 660-661, 2008, p. 116-128.
11. Daniel Cefaï, « La construction des problèmes publics. Définition de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, n° 75, 1996, p. 43-66.
12. L'étude de la médiatisation des Femmen est effectuée en collaboration avec Nelly Quemener.
13. Les militantes manifestent toujours poitrine nue sur laquelle des slogans sont peints.
14. À ce sujet, le numéro 30 de la revue *Hermès* porte sur les représentations qui circulent entre les pays du Nord et les pays du Sud. Voir Gilles Boëtsch et Christiane Villain-Gandossi (sous la dir. de), « Stéréotypes dans les relations Nord-Sud », *Hermès*, n° 30, 2001.
15. La particularité de cette approche est de s'intéresser à l'articulation du genre, de la race et de la classe (notamment) dans la production des rapports de pouvoir. La notion d'intersectionnalité a été utilisée la première fois en 1994 par la chercheuse américaine Kimberlé W. Crenshaw pour rendre compte de la spécificité des femmes noires, groupe social qui possède plusieurs attributs catégoriels marqués. Kimberlé W. Crenshaw, « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », trad. de Oristelle Bonis, *Cahiers du genre*, n° 39, 2005 (1994), p. 51-82.
16. L'identité socio-discursive est entendue comme le produit d'actes d'identification et de catégorisation portés sur un groupe (ou un individu), mis en scène dans le discours médiatique et opérés par les journalistes et des acteurs sociaux invités à intervenir dans les médias.
17. Nous avons effectué l'analyse des paradigmes désignationnels et définitionnels de chaque groupe rendu visible dans le corpus sur NPNS, au sein de celui sur les roms et à l'intérieur du corpus sur les Femmen. Voir Marie-Françoise Mortureux, « Paradigmes désignationnels », *Semen*, n° 8, 1993, p. 117-136.
18. Erving Goffman, *Stigmate, Les usages sociaux des handicaps*, trad. de Alain Kihm, Paris, Éditions de Minuit, 1975.
19. L'usage que nous faisons de la notion de stéréotype est proche de celle de « représentation » développée par Henri Boyer dans « Stéréotype, emblème, mythe. Sémiotisation médiatique et figement représentationnel », *Mots. Les langages du politique*, n° 88, 2008, p. 99-113. Pour nous, un stéréotype est le produit de discours définitoires (attributs catégoriels, comportements...) portés sur un groupe social. Il est toujours doté d'une identité socio-discursive spécifique, mais qui peut évoluer. Lorsque cette identité est figée et proche de la caricature, nous préférons alors la notion de « stéréotype hyperbolique » à celle de « stéréotype ».
20. Judith Butler, *Trouble dans le genre, Pour un féminisme de la subversion*, trad. de Cynthia Kraus, Paris, La Découverte, 2005.
21. Marion Dalibert, « Authentification et légitimation d'un problème de société par les journalistes : les violences de genre en banlieue dans la médiatisation de Ni putes ni soumises », *Études de communication*, n° 40, 2013, p. 167-180.
22. Marion Dalibert, *op. cit.*, 2014.
23. Le Monde, « La condition des jeunes filles s'est dégradée dans les quartiers difficiles », 25.10.2002, p. 11.
24. Libération, « La longue marche des femmes des cités », 31.01.2003, p. 17.
25. Howard S. Becker, *Outsiders, Études de sociologie de la déviance*, trad. de Jean-Pierre Briand, Paris, Éd. A.-M. Métailié, 1985.
26. Le Figaro, « Les filles sont révoltées par leur sort », 1.02.2003, p. 9.
27. Libération, « Femmes des cités, femmes révoltées », 15.05.2002, p. 19.
28. Le Monde, *op. cit.*, 25.10.2002.
29. La banlieue est toujours distinguée du reste du territoire dans les médias. Se référer à Édouard Mills-Affif, *Filmer les immigrés. Les représentations audiovisuelles de l'immigration à la télévision française. 1960-1986*, Bruxelles, De Boeck/INA, 2004.

30. Paris Match, « Amina est libre ! », 15.04.2013.
31. Le Monde, « Hélé Béji : “Amina, l’histoire en marche” », 17.06.2013, p. 16.
32. Marianne, « La Femen Amina met à nu la Tunisie », 6.04.2013.
33. Libération, « Mounir Sboui. Père et fier d’Amina », 6.06.2013, p. 32.
34. Contrairement aux femmes d’Europe de l’Est, ces deux représentations de la masculinité n’ont pas été corrélées à l’âge ou à la place dans la famille.
35. Le Monde, « Un mur en “Tziganie” », 16.08.2010, p. 12.
36. Libération, « Roms : la peur ne décampe pas », 31.07.2012, p. 10.
37. Le Nouvel Observateur, « Et Dieu créa les Femen », 4.04.2013.
38. Paris Match, « Femen, les féministes venues du froid », 18.02.2012.
39. *Ibid.*
40. Le Monde, « Petit traité de “femenisme” », 7.03.2013, p. 21.
41. Libération, « Des féministes disent stop au tourisme sexuel en Ukraine », 2.10.2009, p. 10.
42. Le Monde, « Roms : La vie devant soi », 13.07.2010, p. 14.
43. Le Figaro, « Pierre Lellouche : “Roms : la liberté de circuler, le devoir d’intégrer” », 24.08.2010, p. 12.
44. Pour Wayne Brekhus, « en élaborant une forme composée pour un type particulier, nous construisons également – certes passivement – un cas normatif ou un type générique par l’absence même de toute qualification linguistique ». Wayne Brekhus, *op. cit.*, 2005, p. 247.

RÉSUMÉS

Cet article porte sur la représentation des groupes sociaux catégorisés, dans les médias d’information généraliste, comme étant non-blancs et interroge le rôle de la construction du genre dans le marquage socio-discursif de la « race ». Pour cela, il se base sur différents corpus de presse, analysés dans une perspective constructiviste d’analyse de discours, mettant en scène les Français vivant dans les banlieues, les Tunisiens, les Ukrainiens et les minorités dites « roms ».

This paper focuses on the representation of the social groups that are categorized as Non-white in the mainstream media and questions the role of the construction of gender in the social and discursive marking of "race". To do so, I analyse in a constructivist approach of discourse analysis different press corpora that figure the French people who live in the suburbs as well as Tunisians, Ukrainians and "Roma" minorities.

INDEX

Keywords : media, press, gender, identity, discourse analysis

Mots-clés : médias, presse, représentation, genre, race, identité, analyse de discours

AUTEUR

MARION DALIBERT

Marion Dalibert est docteure en sciences de l'information et de la communication. Ses travaux portent sur la représentation des groupes sociaux dans les médias et sur l'accès à l'espace public des minorités. Chercheuse au Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire en information et communication (GERiiCO), elle enseigne à l'Université Lille 3 Charles-de-Gaulle. Courriel : marion.dalibert@gmail.com